

Metz le 08 avril 2024

## **L'Intersyndicale Solidaires Finances Publiques et FO DGFIP dénonce...**

Monsieur le Président,

Vous nous avez invités ce matin à un CSAL avec à l'ordre du jour, la poursuite de la destruction de notre service public.

Coûte que coûte, vous avez décidé de tenir votre feuille de route.

Vous supprimez ainsi les trésoreries de Grostenquin et Lorquin pour les renvoyer vers les SGC de Saint-Avold et Sarrebourg. Ces sites, déjà en souffrance, surtout celui de Sarrebourg, vont s'enfoncer encore un peu plus. Avec ces transferts, qui se feront quasiment sans moyens humains, vous rajoutez ainsi de la difficulté à la difficulté. Les agents de Sarrebourg n'en peuvent à nouveau plus, la poudrière risque encore une fois d'exploser à tout moment.

Ensuite, vous nous présentez la création d'une brigade anti-fraude. Sur le papier, au regard de la fraude fiscale endémique que subit notre pays, environ 100 milliards d'euros par an, l'intention est louable. Mais une fois encore, avec quels agents ? Avec quelle formation ? Avec quels moyens ? Qui allez-vous installer sur ces chaises ? Quelle pression les agents que l'on y posera vont-ils subir ?

Enfin, vous vous entêtez à poursuivre votre fusion des SDIF pour créer un CDIF départemental. Le précédent DDFIP nous avait expliqué par le menu que la création d'un CDIF était totalement infondée et inopérante. Revirement de doctrine, maintenant vous avez certainement trouvé une absolue nécessité à la réaliser. Encore une fois, vous réalisez cette fusion sans moyens humains, sans tenir compte des départs à la retraite, réussites aux concours, mutations, etc..

Pour toutes ces restructurations, et le SIP de Metz en est un bon exemple, vous pensez que l'essentiel est d'implanter des chaises. Peu importe qu'elles soient occupées ou pas.

Quels que soient les services, les réformes se poursuivent, au forceps, inlassablement. Outre le mal-être au travail que génère cette méthode pour nombre de nos collègues, elle a une autre conséquence, désastreuse elle aussi pour les services. Ainsi, dès qu'ils en remplissent les conditions, les « sachants » n'ont plus qu'une envie, partir à la retraite au plus vite afin de quitter ce navire en perdition. Quitte à subir une décote pour carrière incomplète. Et sans avoir le temps de former leurs successeurs qui, parfois, sont des employés des plus précaires. En effet, face à des vacances de postes qui s'accroissent et s'accroissent, votre politique de recrutement de « services

civiques » et de contractuels n'intéressent personne, ou en tout cas pas grand monde, et cela peut se comprendre. Qui voudrait d'un poste qui n'offre aucune perspective ? Qui voudrait être une variable d'ajustement dans un service et ne pas bénéficier des primes liées aux missions. Alors que leurs contraintes sont les mêmes que celles des titulaires ?

Monsieur le Président, nous ne pouvons pas quitter cette salle sans vous dire que le climat lors des dernières instances devient de plus en plus délétère. Quand bien même nos paroles et nos écrits ne vous conviennent pas, quand bien même vous ne partagez pas nos opinions, vous devez assurer la sérénité des débats. Ne vous leurrez pas, sachez que vos décisions et vos réformes, manifestement assumées de manière zélée, ne nous conviennent pas non plus. Nous n'aurons de cesse de les dénoncer.

Pour toutes ces raisons, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques – FO DGFIP ne participera pas à ce CSAL.